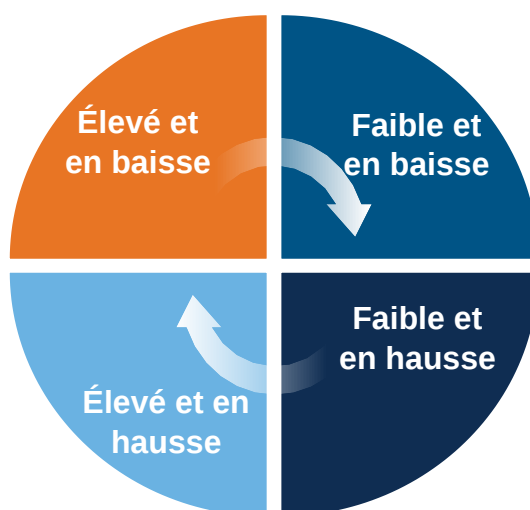


Perspectives mensuelles des gestionnaires de portefeuille

Régime d'inflation :

Faible et en baisse



IPC global américain, désaisonnalisé

Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars
2,7 %	2,9 %	3,0 %	2,8 %	2,4 %

L'évaluation exclusive du Fonds quant aux tendances et à l'inflation cyclique continue d'indiquer que nous demeurons pour l'instant dans un régime d'inflation « faible et en baisse ». La répartition de l'actif comprend à présent 57,5 % d'actions et de produits de base, comparativement à la répartition neutre du Fonds, à raison de 55 % en actions et 45 % en titres à revenu fixe. La part des titres à revenu fixe est actuellement de 42,5 %, tandis que la duration globale est de 6,2 ans.

Perspectives sur l'IPC

- Pour la première fois depuis mai 2020, l'IPC global américain a chuté pour s'établir à 0,1 % en mars et sa progression sur douze mois a ralenti à 2,4 %; ces deux données sont inférieures à l'estimation médiane consensuelle. Ce recul a en grande partie découlé de la chute de 2,4 % sur un mois des prix de l'énergie, laquelle a principalement été stimulée par la baisse de 6,3 % sur un mois des prix de l'essence.
- L'IPC de base, qui exclut les aliments et l'énergie, a augmenté de 0,1 % sur un mois (0,06 % en donnée non arrondie), ce qui est bien en deçà de l'estimation consensuelle de 0,3 % sur un mois, et, même si la progression sur 12 mois a baissé à 2,8 %, elle demeure bien au-delà de la cible de 2 % de la Fed. Les prix des produits de base ont baissé de 0,1 % sur un mois, ce qui est en grande partie attribuable aux prix des véhicules d'occasion (-0,7 % sur un mois) et aux produits de soins médicaux (-1,1 % sur un mois).

- Les prix des services de base ont gagné 0,1 % sur un mois, soit le gain le moins élevé depuis août 2021, bien loin de la hausse de 0,5 % sur un mois observée en janvier. L'inflation au chapitre du logement a montré des signes de ralentissement, enregistrant un gain de 0,2 % sur un mois; pourtant, l'équivalent du loyer pour les propriétaires a été en hausse de 0,4 % sur un mois. Les tarifs aériens (-5,3 % sur un mois) et l'hôtellerie (-3,5 % sur un mois) ont aussi subi des baisses importantes, ce qui reflète probablement l'humeur morose des consommateurs locaux et l'aversion des touristes étrangers.
- Avec les droits de douane qui dominent les manchettes, l'IPC américain a été relégué au second plan en mars, surtout si l'on considère que ces données ne tiennent pas compte de l'effet sur les prix qu'ont les droits de douane annoncés. Bien que les données aient causé une surprise à la baisse, les droits de douane représentent un raffermissement des pressions sur les prix et présentent des risques d'augmentation de l'inflation au cours des prochains mois.

Points à retenir : actions

- Répartition de l'actif : la part des actions demeure à 57,5 %, ce qui inclut les produits de base physiques (10 %), comparativement à la répartition neutre du Fonds (55 % en actions).
- L'exposition du Fonds aux actions continue de comporter une approche équilibrée, mettant l'accent sur une exposition diversifiée mondiale à des actions de sociétés à grande capitalisation. Nous conservons notre préférence pour l'exposition à l'EAEO.
- Le Fonds maintient son exposition aux actions de métaux précieux, qui s'établit à 4 % à l'heure actuelle, et aux lingots d'or, qui s'élève à 6 %, et maintient son exposition aux actions de ressources (10,5 %), conformément à son indice de référence.
- Les marchés ont passé la plus grande partie de leur histoire dans un régime d'inflation « faible et en baisse ». Les conditions macroéconomiques restent instables du fait de la nouvelle administration des États-Unis et de ses politiques tarifaires, qui, si elles sont mises en place, maintiendront probablement l'inflation à un niveau plus élevé que la moyenne. Nous demeurons attentifs à une possible nouvelle accélération de l'inflation et nous tenons en conséquence prêts à effectuer les changements nécessaires, en fonction de l'évolution des prévisions d'inflation.

Points à retenir : titres à revenu fixe

- Répartition de l'actif : la part des titres à revenu fixe demeure à 42,5 %, comparativement à la répartition neutre du Fonds (45 % en titres à revenu fixe).
- Nous maintenons la pondération des obligations gouvernementales à longue échéance, avec une préférence pour les titres américains par rapport aux titres canadiens, principalement des obligations américaines à 5 et à 10 ans.
- Nous conservons la position actuelle en obligations américaines indexées à l'inflation (TIPS) et préférons de plus en plus les titres de créance de marchés émergents.
- À l'heure actuelle, la duration globale du segment des titres à revenu fixe est d'environ 6,2 ans.

RÉSERVÉ AUX CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES Aucune partie des renseignements contenus aux présentes ne peut être reproduite ou distribuée au public, car ces renseignements ne sont pas conformes aux normes applicables sur les communications de vente à l'intention des investisseurs et investisseuses. Mackenzie ne sera tenue aucunement responsable de tout conseiller ou conseillère qui communiquera ces renseignements aux investisseurs et investisseuses.

Le contenu de ce commentaire (y compris les faits, les perspectives, les opinions, les recommandations, les descriptions de produits ou titres ou les références à des produits ou titres) ne doit pas être pris ni être interprété comme un conseil en matière de placement, ni comme une offre de vente ou une sollicitation d'offre d'achat, ou une promotion, recommandation ou commandite de toute entité ou de tout titre cité. Bien que nous nous efforcions d'assurer son exactitude et son exhaustivité, nous ne sommes aucunement responsables de son utilisation.

Ce document renferme des renseignements prospectifs reposant sur des prédictions pour l'avenir au 15 avril 2025. La Corporation Financière Mackenzie ne mettra pas nécessairement à jour ces renseignements pour tenir compte des changements survenus après cette date. Les énoncés prospectifs ne garantissent en rien les rendements futurs, et les risques et incertitudes peuvent souvent amener les résultats réels à différer de manière importante des renseignements prospectifs ou des attentes. Parmi ces risques, signalons, entre autres, les changements ou la volatilité touchant les conditions économiques et politiques, les marchés des valeurs mobilières, les taux d'intérêt et de change, la concurrence, les marchés boursiers, la technologie ou la loi ou résultant d'événements catastrophiques. Ne vous fiez pas indûment aux énoncés prospectifs. Par ailleurs, toute déclaration à l'égard de sociétés ne constitue pas une promotion ou une recommandation d'achat ou de vente d'un titre quelconque.